



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Mise-en-perspective>

Mise en perspective

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1012 - juillet 2001 -

Date de mise en ligne : dimanche 28 septembre 2008

Date de parution : juillet 2001

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Dans ce quatrième et dernier article, Roland Poquet s'interroge sur les possibles relations entre les partisans du courant contestataire et ceux de l'économie distributive.

Dans la dernière partie de l'article précédent intitulé "à contre-courant" et qui faisait suite aux deux premiers "Qu'est-ce que l'argent ?" nous avons souligné que se dessinait, depuis quelques années, un courant de pensée et d'action en réaction aux méfaits persistants de l'économie capitaliste et aux faiblesses rédhibitoires de la social-démocratie.

Ce courant, à large assise citoyenne, prend jour après jour une force accrue, notamment en dénonçant les dérives de l'ultra-libéralisme, mais n'est pas encore à même de trouver sa cohésion et de proposer une alternative crédible, et encore moins de définir un projet.

En tant que distributistes, nous devons éviter deux pièges :

" le premier, en effectuant un repli sur nous-mêmes et en ne participant pas, d'une manière ou d'une autre, aux initiatives et aux actions de telle ou telle composante de ce courant, en vertu du principe que ses animateurs n'agissent qu'en fonction d'objectifs étroitement limités, alors que l'opposition au capitalisme réclame l'usage de moyens autrement efficaces.

" le second, en brandissant notre schéma d'économie distributive, en vertu cette fois de la croyance que nous détenons la vérité et que seule la proclamation de celle-ci sera efficace.

Chacun d'entre nous a effectivement conscience que l'espoir de voir naître une société plus juste et plus humaine a existé de tout temps mais que l'Histoire s'est souvent chargée de mettre à mal cette perspective. Si, de siècle en siècle, le progrès matériel s'est imposé, pouvait-on s'attendre, suite aux excès de l'Inquisition et du Colonialisme (pour ne prendre que deux exemples au hasard) à voir surgir récemment Auschwitz et Sarajevo ? L'économie distributive constitue certes une proposition séduisante car son application aurait l'immense mérite à la fois de supprimer la misère et le chômage mais aussi, en détruisant le pouvoir pernicieux d'une monnaie qui permet les plus folles spéculations, de calmer les excès du désir et de la cupidité et de relativiser l'importance prise par les biens matériels au détriment des valeurs de l'esprit et du cœur. Mais son avènement - si avènement il y a - constituera la conclusion heureuse d'un long processus historique parsemé d'imprévus que nous ne pouvons prévoir. « S'attendait-on à une chute aussi brutale du Mur de Berlin ? » m'a dit un jour René Passet.

Aussi, auprès des amis distributistes, mais aussi des animateurs de ce courant qui consentiraient à accepter ce dialogue, aurions-nous tendance à tenir le langage qui va suivre.

S'il n'est pas question d'agiter chimériquement un modèle de société "clé en mains", au moins pouvons-nous faire état d'une réflexion, que nous menons depuis plusieurs décennies, autour de trois axes fondamentaux de l'économie : l'emploi, le revenu, la monnaie, et avancer quelques questions.

L'emploi

" Oui ou non (et malgré une volonté farouche et respectable de tous les gouvernements - du nôtre en particulier - de créer à tout prix de l'emploi, et Dieu sait si l'application des 35 heures coûte cher au contribuable !) le nombre total d'heures effectivement travaillées - c'est la seule mesure qui compte ! - est-il en diminution ?

Nombre d'heures de travail annuel d'un ouvrier : 5.000 il y a cent cinquante ans, 3.200 il y a un siècle, 1.900 dans les années 70, 1.520 actuellement. (René Passet, Le Monde diplomatique, juillet 1997)
--

" Si oui, pouvons-nous tendre vers les 32 heures (4 jours par semaine) pour continuer à accompagner la raréfaction de l'emploi, sans désorganiser l'appareil de production ?

Le revenu

" Si oui - et toujours dans l'hypothèse d'une diminution du volume de l'emploi - pourrions-nous continuer longtemps à amplifier une redistribution des revenus déjà gigantesque (allocations et revenus de tous ordres) pour venir en aide à ceux qui n'émargent plus que partiellement, ou pas du tout, à l'emploi ?

" Ne vaudrait-il pas mieux garantir, comme un droit, un revenu à chacun d'abord [\[1\]](#) et réclamer la remise d'un revenu minimum garanti pour tous ?

" Dans ce cas, ne serait-il pas indispensable de prolonger la réflexion relative à une rupture totale du lien entre emplois et revenus, et d'étudier quelles en seraient les conséquences sur les structures économiques et financières ?

La monnaie

" Peut-on espérer réduire les inégalités croissantes entre riches et pauvres si l'on maintient l'existence exclusive d'une monnaie circulante à échanges multiples, donc thésaurisable, capitalisable et spéculative ?

" Pense-t-on sérieusement que le lobby financier acceptera la moindre ponction sur les transactions financières (cf. taxe Tobin) et que les élus de la Communauté Européenne (car les Etats-nations n'ont plus voix au chapitre en matière monétaire) se résoudront à faire pression en ce sens ?

" La recherche de la création de monnaies alternatives a-t-elle des chances d'aboutir ? Sinon, ne faut-il pas réfléchir aux possibilités de remplacement de la monnaie spéculative par une monnaie qui ne sert qu'à un seul achat, et essayer d'imaginer quelles seraient les conséquences sur l'économie de l'adoption d'une telle monnaie ?

Si les questions que nous venons de poser sont pertinentes, faisons en sorte que les sympathisants et les acteurs de ce courant contestataire - que nous avons répertoriés dans l'article précédent de la GR 1011 - opèrent une mise en perspective qui aurait pour avantage de placer leur "résistance" sur un terrain plus solide et plus riche que celui sur lequel ils évoluent actuellement.

" S'ils s'accordent à penser que le volume des heures employées continue et continuera à se raréfier, il leur faut abandonner l'obsession du plein emploi et préparer la rupture du lien emploi/revenu en réclamant, par exemple, l'instauration d'un revenu minimum garanti pour tous les citoyens.

" S'ils s'accordent à reconnaître que leur lutte contre les méfaits et les excès de la spéculation financière n'aboutira qu'à grignoter les avoirs exorbitants des détenteurs du pouvoir monétaire, il leur faut, non pas délaissé leur action mais, parallèlement, réfléchir à l'adoption, à terme, d'une monnaie non spéculative.

On ne nous fera pas croire - et ce sera là notre conclusion à ces quatre articles successifs - que les structures de l'économie de marché serviront éternellement de base à nos sociétés en évolution de plus en plus rapide.

Il a fallu attendre le XVIIème siècle pour voir cette économie de marché doublée de façon significative par l'économie capitaliste, mais force nous a été de constater, dès la fin du XXe siècle les ravages de l'économie financière. D'autres transformations - dont nous ne soupçonnons ni les contours ni l'importance - sont à attendre dans les années à venir. Il serait dommage qu'à la suite de Jacques Duboin, Joseph Beuys, René Passet et André Gorz - pour ne citer que les penseurs les plus représentatifs d'un même courant - ne naissent d'autres réflexions similaires au sein de ces forces contestataires dans le but de mieux maîtriser les évolutions à venir.

Une vision politique, économique et financière globale doit voir le jour dans les meilleurs délais : les distributistes sont tout disposés à contribuer à la définition de celle-ci.

L'heure est aux mises en perspective novatrices et positives.

[1] cf. la position de Joseph Beuys, GR 1009 et GR 1010.